



Pierre Angot

Né à Montréjeau le 25 avril 1902, mort à Buchenwald le 6 février 1945.
Ancien élève de l'école Polytechnique - (Sorti major de la promotion de 1921A).
Ancien élève de l'école des Mines - (Sorti major de la promotion de 1926).
Directeur de la Steaua Romania en 1936.
Président-Directeur Général de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine.
Président de la Régie Autonome des Pétroles, en 1940.
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre posthume.

Son père Charles d'origine normande, était receveur de l'enregistrement dans notre ville. Sa mère, Marie-Jeanne Verdier était ménagère, d'ascendance méridionale et lorraine.

Après quelques années passées à Montréjeau, la famille Angot, sujette aux affectations du père, passe par Rabastens avant d'arriver à Toulouse. C'est dans cette ville qu'il passera son adolescence, à l'école Ozanam et au lycée de Toulouse où, malgré une santé d'abord un peu fragile, il fit de faciles et remarquables études. (1)
En 1921, Pierre Angot est brillamment reçu à l'École Polytechnique. Il quitte Toulouse et devient parisien pour quelques années. Le jeune polytechnicien, sorti major de sa promotion, après un an de service militaire comme sous-lieutenant d'artillerie, entre à l'École des Mines. Il en sort également major de sa promotion en 1926. Dans le même temps, il prend possession de son premier poste en qualité d'adjoint à la Direction des Mines à Metz. (2)

En mars 1936, Pierre Angot obtient sa mise en congé hors cadres. Il quitte provisoirement l'administration pour prendre un poste dans l'industrie pétrolière roumaine. Dans plusieurs de ces compagnies étaient gagés d'importants intérêts français. C'était le cas de la Steaua Romana, où il prend ses nouvelles fonctions d'administrateur de la Société. Angot entend appliquer à l'industrie roumaine les méthodes les plus modernes acquises au cours d'un voyage d'études aux États-Unis. Il n'eut, hélas, guère le temps de faire profiter la Roumanie de ces précieux enseignements : en 1939, la guerre éclatait en Europe, chargeant l'avenir de redoutables incertitudes et modifiant totalement les perspectives de travail. Au lieu de construire il fallut songer à détruire. (1)
On savait l'Allemagne avide de pétrole : elle pouvait être amenée à porter ses regards vers les richesses de la Roumanie. Il était sage de prévoir une invasion possible et de parer à cette éventualité. Angot qui déplorait d'être mobilisé sur place alors que les armées françaises étaient au contact de l'ennemi, s'appliqua avec plusieurs autres ingénieurs français également maintenus en Roumanie, à l'élaboration d'un plan de destruction de l'industrie pétrolière roumaine. M. Wenger officiellement chargé par le Gouvernement français de la préparation de cette opération prit Angot comme adjoint. Quant tout fut prêt le Gouvernement roumain fut informé des projets alliés.

Alors que les transactions duraient encore en mai 1940 avec le Gouvernement roumain, le front de l'Aisne est enfoncé par l'armée allemande. Devant l'avance ennemie, le quai d'Orsay et le GQG font transporter loin de Paris leurs archives et documents diplomatiques secrets. Plusieurs convois arrivent à passer, mais le dernier train, bloqué par l'encombrement des voies, est stoppé à La Charité-sur-Loire. Le

19 juin 1940, en pleine déroute française, les troupes allemandes découvrent, par hasard, ce train abandonné transportant une partie les archives secrètes du Grand Quartier Général français. Parmi ces documents, le programme d'action et les identités des agents spéciaux français en Roumanie, dirigés par Léon Wenger de la Pétrofina, chargés de détruire les installations pétrolières ravitaillant le Reich. Le nom d'Angot figure sur la plupart de ces écrits. (3)

L'occasion était unique pour la propagande nazie de se saisir de l'affaire et lui donner une plus large publicité : on avait la preuve que les alliés étaient prêts à sacrifier la Roumanie à leurs intérêts. La presse roumaine fit écho à cette campagne. A Bucarest, l'évènement fit grand bruit. Le Gouvernement qui ressentait déjà une attirance vers le vainqueur du jour, et qui au surplus entamait des négociations au sujet de la Transylvanie, désavoua publiquement les auteurs du plan. Angot était arrêté à Bucarest, ses collègues sur leurs lieux de travail respectifs. Finalement tous se retrouvèrent au siège central de la Police. Là, on leur intima l'ordre de quitter le pays. Après un rapide voyage à travers la Bulgarie, ils arrivaient à Istanbul. Angot comptait y demeurer. Il voulait rester à proximité de la Roumanie, car il espérait toujours sinon diriger, du moins orienter les décisions de la Steaua Romana au profit des alliés. Il comprit rapidement que c'était cause perdue. Après un bref séjour à Beyrouth en octobre 1940, il s'embarquait pour Marseille. (1)

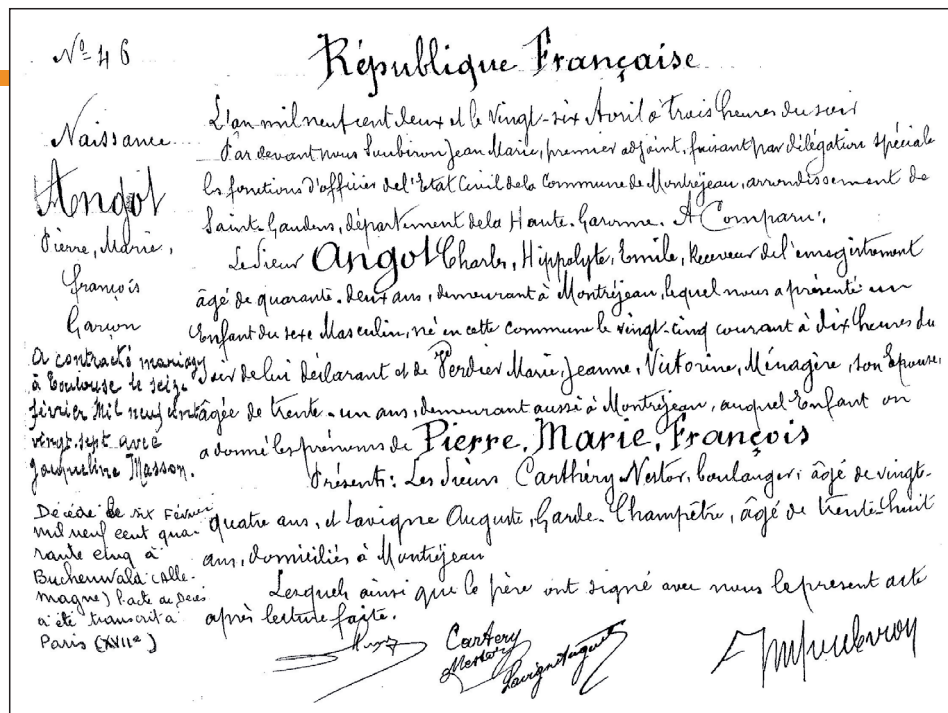
Dés son retour, bien que dangereusement repéré par les Allemands, il n'hésite pas à prendre un poste qui doit l'amener à poursuivre contre eux la lutte économique dans le domaine particulièrement sensible de l'énergie. Président de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine,

qui recherche le pétrole, et de la Régie Autonome qui exploite déjà le gaz de Saint-Marcet, notre Commingeois de retour dans sa région natale a pour objectif exclusif de soustraire ces entreprises à la mainmise de l'ennemi. Celle-ci se présente à lui sous la forme de la Kontinental Oel, qui prétend le mettre en tutelle. Fidèle à la tactique allemande dans le domaine économique, elle veut lui arracher un contrat commercial, difficile à désavouer au cas où la guerre aboutirait à une paix de compromis.

Angot arrive à contrecarrer un temps les projets de l'envahisseur. Mais les dirigeants allemands ne devaient être charmés qu'un temps par la finesse de ces discussions. Après quelques mois d'atermoiements, ils proposaient un contrat brutal. Angot refusa net. Les allemands décidèrent alors d'agir directement sur le gouvernement français (Annales des Mines).

Le général Michel, chef du département économique de l'administration militaire allemande en France, ne pouvant obtenir la signature d'Angot en dépit des plus violentes pressions dont il est capable, doit renoncer à l'idée d'un contrat entre la Régie Autonome des Pétroles et la Kontinental Oel. Au lieu d'un contrat commercial, il doit se contenter d'une convention passée avec le gouvernement de Vichy, de valeur légale nulle.

Bien que définitivement compromis, Angot reste à son poste pour combattre à sa manière l'Allemagne qui presse pour accélérer les puits d'exploration. Le sondage de Gensac 1 dans le canton de Boulogne-sur-Gesse ayant décelé des indices de pétrole, Angot s'efforce de cacher la chose à l'ennemi. Celui-ci ayant finalement appris la nouvelle, la Kontinental Oel décide de s'installer à l'emplacement prometteur. Par des argumentations techniques remettant en cause la faisabilité de l'exploitation,



Archives communales : Etat-civil de la ville de Montréjeau

Angot réussit encore à retarder cette opération de neuf mois. Les Allemands comprennent fort bien d'où leur viennent tous les obstacles et en septembre 1943, le docteur Jehle, adjoint de Michel, qualifie Angot de saboteur. Son bureau fait l'objet d'une perquisition. Il s'attend à une arrestation. La sagesse serait alors pour lui de « prendre le maquis » ou de traverser les Pyrénées. Plusieurs de ses amis s'inquiètent de cette situation. L'un d'eux offre à Angot le moyen de s'évader du pays et de continuer hors de France la lutte contre l'Allemagne. Angot refuse. Il estime de son devoir de sauvegarder jusqu'au bout, fut-ce au prix d'une arrestation et d'une déportation, les intérêts qui lui étaient confiés : Il ne peut envisager, ni de céder à un autre le poste dangereux où le sort l'avait mis, ni d'exposer les siens à des représailles.

Cette arrestation, l'affaire de Saint-Marcet allait en être le prétexte. Cet incident se place le jour même du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944. Dans la nuit, une trentaine de maquisards du Corps Franc Pomiès, dans deux camions, arrivent sur le chantier pour se ravitailler. Angot, informé de la situation, s'ingénia pour que la nouvelle de l'occupation du site parvienne le plus tard possible aux allemands. Il savait

que parmi eux, se trouvait un grand nombre d'ouvriers et de cadres du chantier, et espérait ainsi les soustraire aux représailles.

Malheureusement, le 8 juin 1944, sans doute renseignés par un milicien, les Allemands cantonnés à Saint-Gaudens interceptent le convoi de maquisards parti de Saint-Marcet. Les deux véhicules sont accueillis par deux cents allemands équipés d'une automitrailleuse et de fusils-mitrailleurs. Dans le premier véhicule, Bergère et Berbiéri sont tués sur le coup, Patricio blessé reçoit le coup de grâce, Schneider lance une grenade et est abattu, Léon Kleindienst blessé à une cuisse, peut s'éloigner à la faveur de la confusion. Le deuxième véhicule réussira à décrocher dans la forêt toute proche. La population d'Aulon vint immédiatement recueillir les quatre tués et récupérer le blessé. Kleindienst qui, camouflé dans un tombereau, sera conduit au cimetière d'Aulon où il sera récupéré par le docteur Bergès de Saint-Gaudens qui l'amènera à l'hôpital. Les Allemands, une fois de plus, eurent l'impression d'être joués. Le soir même la Gestapo arrête Pierre Angot pour complicité. (4)

Après un séjour à Fresnes, Pierre Angot est déporté le 15 août 1944, peu avant la libération de Paris à Buchenwald, camp de prisonniers politiques et juifs où il connaît les affres et les humiliations. Vers la fin septembre, il part pour la mine de sel de Plömnitz. Comme l'a écrit un de ses camarades rescapés, il réussit dans cet enfer « à conserver toute sa dignité d'homme policé et à rester lui-même ». Il souffre de plaies aux pieds qui s'enveniment, il est rongé par la vermine, il dépérit à vue d'œil. En janvier 1945, il ne pèse plus que 42 kilos et sent sa fin prochaine. Une pleurésie le terrasse; la dysenterie aggrave son cas. Le 6 février, son corps épuisé trouve dans la mort l'éternel repos. Il est jeté nu dans une fosse, d'où les habitants, contraints par les Américains,



Forage de Saint-Marcet en Haute-Garonne dans les années 40

l'exhumeront pour l'enterrer au cimetière de Praezlitz. C'est là que repose encore ce grand Français.

Le gouvernement lui conféra la Légion d'honneur à titre posthume, en le citant à l'ordre de la nation dans les termes suivants :
 « A donné une vive impulsion aux recherches de pétrole entreprises dans la région de l'Aquitaine par la Régie Autonome des Pétroles. Ardent patriote animé du plus admirable esprit de résistance, a toujours déployé une grande activité pour soustraire cet organisme au contrôle de l'ennemi. Arrêté et déporté en Allemagne, est mort d'épuisement dans une mine de sel de la région de Weimar. » (1)

Pierre Angot pensait qu'il n'y avait pas de mesure dans l'accomplissement du devoir. Il était de ces hommes qui estiment n'avoir rien fait tant qu'ils n'ont pas tout fait.

Plusieurs villes l'ont honoré en lui consacrant, à Pau et à Mourenx une avenue, à Saint-Gaudens une rue et à Lacq un rond point. Montréjeau sa ville natale n'a, pour le moment, pas fait cette démarche.

Jean-Jacques Miquel



Le rond point Pierre Angot à Lacq

Bibliographie :

- (1) Pierre ANGOT (1902-1945) par Victor de METZ, Ingénieur des Mines, Président-Directeur général de la Compagnie Française des Pétroles, et Jean DUROC-DANNER, attaché à la Direction de la Compagnie française des pétroles. Publié dans « Annales des Mines », juillet-août 1947.
- (2) « Pierre ANGOT et le pétrole du Sud-ouest », par René Samuel LAJEUNESSE, rédigé en 1948 et publié dans « Grands Mineurs Français » édité par Dunod.
- (3) Wikipédia : Archives secrètes de La Charité-sur-Loire.
- (4) Editio de JC Bregail, <http://bregail.com/editio-2009/saint-marcet/la-resistance>.